union fédérale des syndicats de l'État

la cgt

# Se mobiliser dans la durée pour gagner sur les salaires, les services publics et le budget

COMMUNIQUÉ >> MONTREUIL, LE 14 OCTOBRE 2026

**LE 13OCTOBRE,** la mobilisation lycéenne et étudiante a franchi une nouvelle étape. 480 000 personnes ont pris la rue dans plus de 130 manifestations et rassemblements. Dans le même temps, le mouvement s'étend dans les universités. L'UFSE-CGT réaffirme son soutien plein et entier à la jeunesse et se mobilise à ses côtés.

Les agent·es publics portent une même colère. Le 29 septembre dernier, elles et ils se sont massivement mobilisé·es pour leurs salaires, leurs conditions de travail et un budget qui leur donne les moyens de travailler. Le gouvernement a opposé la même absence de réponse à leurs revendications. Le rendez-vous salarial du 2 octobre a été un échec. Le gouvernement refuse toute augmentation du point d'indice et son projet de budget programme de nouvelles suppressions d'emplois et baisse de crédits.

**Face au gouvernement qui mise sur l'épuisement, l'UFSE-CGT appelle à inscrire les mobilisations dans la durée par un feu roulant d'initiatives.** Pour les salaires, les droits, les emplois et les services publics, amplifions le mouvement et imposons un autre budget !

## LYCÉENS, AGENT·ES PUBLIC·QUES, UN COMBAT PARTAGÉ

«Nous voulons les moyens de vivre dignement !» Cette exigence traverse les mobilisations. Des élèves qui réclament des professeur·es et de meilleures conditions d'études aux personnels qui demandent des salaires décents et les moyens d'exercer leurs missions, c'est le même refus de la pénurie organisée dans les services publics.

Nous ne nous satisferons pas de miettes ! Des pseudos concertations sans moyens ne feront apparaître ni les postes, ni les bourses, ni les bâtiments rénovés dont les jeunes ont besoin. Non l'annonce du déploiement de 3 000 professeurs non affectés mais qui viendront vider les possibilités de remplacements dans les établissements n'éteindra pas la colère de la jeunesse. Non l'annonce du relèvement de 6 points de l'indice minimal de rémunération tout en laissant les grilles de la fonction publique démarrer sous le SMIC ne calmera pas la colère des agent·es publics. Nous exigeons une autre répartition des richesses et un budget au service des besoins de la population

## UN SOMBRE GLISSEMENT VERS UN ÉTAT RÉPRESSIF

La réponse aux revendications de la jeunesse ne peut être la répression. L'UFSE-CGT dénonce fermement l'usage de la force publique et la stratégie choisie de «maintien de l'ordre» qui construit le désordre. Le bilan des mobilisations de ces derniers jours est intolérable : 200 jeunes blessés, un adolescent éborgné, un adolescent édenté, un adolescent dont la main a été arrachée, des violences sexistes et sexuelles…

La criminalisation du mouvement et les atteintes aux libertés de réunion et de manifestation traduisent une dérive plus que préoccupante de l'État de droit.

Qui peut assumer politiquement les 7 000 gardes à vue des deux dernières semaines dont l'écrasante majorité concerne des mineur·es ? Nous exigeons la démission de Laurent Nunez, ministre de l'intérieur, Laurent Nunez et du ministre de la justice, Gérald Darmanin !

## LA CONVERGENCE S'IMPOSE ET DOIT SE CONSTRUIRE PARTOUT

L'UFSE-CGT et ses syndicats réunis en Conseil National les 12 et 13octobre 2026 appellent les agent·es publics à poursuivre et amplifier leur engagement auprès des lycéen·nes et étudiant·es, dans le respect de l'indépendance de leur mouvement: relayer leurs

UFSE-CGT >> 263, RUE DE PARIS /// CASE 542 /// 93514 MONTREUIL CEDEX • 01 55 82 77 56 •
ufse@cgt.fr • www.cgtetat.fr

union fédérale des syndicats de l'État

la cgt

revendications, faciliter leur organisation, soutenir leurs initiatives et contribuer à la protection des cortèges. Défendre la jeunesse, c'est défendre l'avenir des services publics et les libertés de toutes et tous. Mais il faut conjuguer les colères et amplifier le mouvement pour construire un rapport de force gagnant sur tous les fronts face au gouvernement. Dans la fonction publique, nos revendications sont claires :

- Revalorisation immédiate du point d'indice et son indexation sur l'inflation ;
- Refonte des grilles reconnaissant les qualifications, garantissant de véritables déroulements de carrière et revalorisant les métiers à prédominance féminine ;
- Rétablissement de la GIPA, abrogation du jour de carence et retour au plein traitement en congé de maladie ordinaire ;
- Arrêt des suppressions d'emplois et des recrutements à la hauteur des besoins ;
- Des moyens pour améliorer les conditions de travail et assurer un service public de qualité, accessible à toutes et tous.

Ces revendications doivent trouver leur traduction dans les lois de finances et de financement de la Sécurité sociale. Un autre budget est possible : il suppose de rompre avec l'austérité, de mettre à contribution les grandes fortunes et les revenus du capital, et de revoir les aides publiques aux entreprises.

## UN FEU ROULANT D'INITIATIVES POUR L'EMPORTER DANS LA DURÉE

**L'intersyndicale appelle à une mobilisation interprofessionnelle le 5 novembre pour les salaires, les pensions, l'emploi, et les services publics, l'industrie. Cette journée doit nous permettre de construire une grève massive dans la fonction publique. Dès à présent, il faut construire pas à pas la convergence et l'ancrage de la mobilisation. L'UFSE-CGT appelle à se saisir de toutes les initiatives pour construire le rapport de force, élargir le mouvement et obtenir des victoires :**

- Ce 14 octobre, avec les retraité·es et les salarié·es, pour la revalorisation des retraites complémentaires Agirc-Arrco ;
- Le 15 octobre, avec les agent·es des agences en lutte pour dénoncer les coupes budgétaires, les fermetures d'agences et les plans de licenciements ;
- Le 17 octobre, avec les gilets jaunes, la jeunesse et les salarié·es mobilisé·es, pour les salaires, les pensions et les services publics. L'UFSE-CGT soutient cette journée et y sera présente partout où les conditions sont réunies, en refusant toute récupération par l'extrême droite ;
- Le 18 octobre, à Châteaubriant, pour le 85e anniversaire de l'exécution des fusillés, afin de faire vivre la mémoire de la Résistance et ses exigences antifascistes ;
- Le 20 octobre, à Strasbourg, dans la mobilisation syndicale européenne contre le projet de «28e régime» et le dumping social ;
- Le 25 octobre, à Orléans, contre le congrès du Rassemblement national et ses projets de régression sociale ;
- Le 5 novembre, partout, par la grève et les manifestations à l'appel de l'intersyndicale interprofessionnelle.

SERRONS-NOUS LES COUDES SYNDIQUEZ-VOUS

**Dès maintenant, réunissons-nous dans les services, organisons des assemblées générales, discutons des revendications et décidons des suites de l'action. Interpellons les parlementaires sur le budget et construisons les convergences avec la jeunesse, les salarié·es du privé et les retraité·es.**

UFSE-CGT >> 263, RUE DE PARIS /// CASE 542 /// 93514 MONTREUIL CEDEX • 01 55 82 77 56 •
ufse@cgt.fr • www.cgtetat.fr